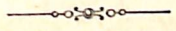


UNIVERSITÉ DE LIÈGE
BIBLIOTHÈQUE
DE LA FACULTÉ DE DROIT

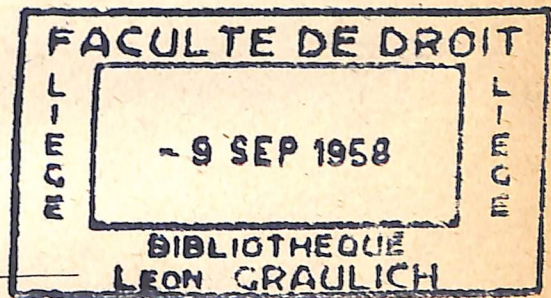
Donation Ernest Mahaim

LA
QUESTION MONÉTAIRE
EN 1881

PAR
ÉMILE DE LAVELEYE



II



BRUXELLES
LIBRAIRIE C. MUQUARDT
MERZBACH & FALK, ÉDITEURS
Libraires du Roi & du Comte de Flandre
RUE DE LA RÉGENCE, 45
MÊME MAISON A LEIPZIG

PARIS
GERMER, BAILLÈRE ET C^e
LIBRAIRES-ÉDITEURS
108, Boulevard Saint-Germain
LA HAYE
BELINFANTE FRÈRES

1881



xxv-6311/49^A

I

La lutte économique par la hausse de l'escompte et des tarifs.

Le monométallisme conduit au protectionnisme par deux raisons, dont la première est absurde et la seconde désastreuse, mais défendable.

Voici l'absurdité. Quand la gêne entre au ménage, mari et femme se battent, dit-on. Quand les prix baissent et que l'industrie se ruine, elle en accuse le ciel et la terre, et elle demande des remèdes à l'ignorance. Le monométallisme a pour effet nécessaire et voulu de faire baisser les prix. Moins il y a de monnaie, plus les prix sont bas. Vous expulsez l'argent et vous ne gardez que l'or : donc, vous diminuez la quantité de la monnaie; donc, vous faites baisser les prix.

Depuis qu'en 1873 on a partout en Europe proscrit l'argent, les prix ont baissé, en moyenne, de 30 p. c. De là, crise universelle. A qui la faute? A la concurrence étran-

gère, s'écrient en chœur les industriels et les agriculteurs de tous les pays. Les métallurgistes allemands disent : Nous sommes ruinés par les Anglais, — et on rétablit le droit sur les fers. Les agriculteurs allemands disent : Le blé américain, le blé russe, le blé autrichien se vend à vil prix ; nous serons bientôt réduits à abandonner la culture. — On frappe de droits l'importation des denrées agricoles.

La crise agraire persiste. Les agronomes allemands commencent à en voir la véritable cause. Ils disent maintenant : Ou renoncez à l'étalon d'or, ou augmentez les droits. — Lisez le très instructif écrit de M. O. von Bar, grand propriétaire westphalien : *L'Étalon d'or, ruine l'agriculture (Die Goldwährung der Ruin des deutschen Landwirthschaft.)*

Écoutez au Sénat français les lamentations de M. Pouyer-Quertier, au nom de l'industrie française, et au sein de la *Société des agriculteurs de France*, les doléances des cultivateurs. Le Sénat propose de surélever la plupart des droits, et les agriculteurs applaudissent.

Même chose en Italie, en Russie, dans le monde entier. Jusqu'en Angleterre, dans la patrie de Cobden, le protectionnisme se réveille, s'abritant sous la théorie de la *réciprocité*.

Après que l'Angleterre, en 1816, eut adopté l'étalon d'or en même temps que la production des métaux précieux diminuait, pendant cette période que *l'Écho* s'imagine avoir été prospère et qui a été aussi éprouvée que celle de 1873-1879, de tous côtés, on a demandé aussi des droits protecteurs pour arrêter la baisse des prix.

Si les agriculteurs et les industriels se plaignent tous à la fois de la concurrence étrangère qui brusquement avilit les prix dans tous les pays, n'est-il pas évident qu'il y a là une contradiction palpable, et que la cause de la baisse doit être autre ? Le bétail se vend à vil prix, dit le Sénat français ; c'est la faute des bœufs italiens et des bœufs américains !

L'Économiste de M. Leroy-Beaulieu démontre qu'il n'est entré que 900 têtes de bétail d'Amérique. N'importe : Vite, une majoration des droits, au risque de blesser gravement des nations amies. Mais allez donc expliquer les saines doctrines économiques à des industriels dont le bilan se solde en perte, à des fermiers qui ne peuvent payer leurs fermages, à des propriétaires qui ne peuvent acquitter les intérêts de la dette hypothécaire. Ventre affamé n'a pas d'oreilles !

Voici le second motif qui du monométallisme conduit au protectionnisme. Il est moins absurde, mais il est tout aussi funeste. Si tous les pays veulent se servir exclusivement d'or, précisément au moment où il y en a moins, ils tâcheront d'en attirer leur part indispensable. La chose a été assez facile jusqu'à présent à l'Angleterre, qui est le centre du commerce et le grand marché monétaire du monde entier. Mais il n'en est pas de même pour les autres pays, par exemple pour l'Allemagne, pour l'Autriche, pour l'Italie. Ainsi, quoique l'empire allemand ait adopté l'étalon d'or, une notable quantité de ses beaux vingt-marcs d'or sont passés au creuset, et la Banque impériale n'a pu maintenir une encaisse d'or suffisante.

Comment un pays fera-t-il arriver chez lui de l'or, quand il n'en produit pas ? Par des paiements en métal que lui fera l'étranger. C'est évidemment le seul moyen.

Quand l'étranger sera-t-il tenu de lui faire des paiements ? Quand il aura plus acheté que vendu.

Exemple : l'Europe fait en Amérique des achats exceptionnels de blé pour un demi-milliard. Si elle ne peut payer par des marchandises en retour, elle doit envoyer de l'or. C'est précisément ce qui s'est passé en 1879 et 1880. L'Europe envoie tous les ans, depuis l'antiquité, des métaux précieux aux Indes, parce qu'elle y achète beaucoup plus qu'elle n'y vend.

Comment faire pour que l'étranger achète chez moi plus

qu'il ne me vend ? En augmentant le prix de ses marchandises à l'importation par des droits. C'est fâcheux sans doute ; c'est contraire au progrès des échanges ; mais j'y suis forcé : il me faut de l'or à tout prix. Ainsi on a augmenté les droits ou on les impose payables en or, comme l'ont fait déjà les États-Unis, l'Italie, l'Autriche et, récemment, la Russie.

Les Anglais ont un mot admirable pour peindre cette bataille acharnée des pays se disputant l'or comme des chiens un os. Ils l'appellent *the Scramble for gold*.

Les négociants anglais commencent à comprendre que l'étalon d'or conduit à la protection. — Dans une pétition adressée au gouvernement anglais, en faveur de la prochaine conférence de Paris, par plus de 1,700 fabricants et négociants du Lancashire, on lit ce considérant. « Nous regretterions profondément une attitude d'isolement de la part de l'Angleterre relativement à la conférence monétaire, comme contraire à son propre intérêt et à ce principe que nos intérêts sont identiques à ceux des pays avec qui nous commerçons. Une semblable attitude ne pourrait manquer d'influencer défavorablement nos futures négociations des traités de commerce avec la France et les autres États. »

Voilà la lutte à coups de hausse des tarifs. Voici la lutte à coups de hausse de l'escompte.

Ce n'est pas ici le lieu d'expliquer le mécanisme du change. Ceux qui désirent l'étudier de plus près peuvent lire le livre lumineux de M. Goschen, *La Théorie du change*. Il me suffira de dire ceci : Le taux de l'escompte dépend du niveau de l'encaisse dans les banques régulatrices. Si le niveau baisse, j'élève le taux ; cette élévation agit comme un coup de pompe : elle attire l'or et du dedans et du dehors. Du dehors parce qu'elle déplace en ma faveur les *gold-points*, c'est-à-dire le point où il devient avantageux de m'expédier du métal. (Voyez pour ceci le livre très bien fait d'un spé-

cialiste, M. Ottomar Haupt : *Gold, Silber und Währung*, chap. XXIII, *Gold-points*.) Mais tous les marchés monétaires sont maintenant solidaires. Si je hausse, j'attire, et si on laisse agir ma pompe aspirante, je mets à sec la place la plus menacée par le change. Si New-York hausse avec persistance, Londres doit suivre. Paris et Berlin sont obligés à leur tour de se défendre, si un drainage s'établit. Berlin en a fait une dure expérience au mois d'octobre dernier. Si l'or doit se raréfier d'une façon permanente, on s'en disputera les quantités décroissantes, à coups d'élévation de l'escompte, jusqu'à ce que les baisses successives des prix, qui en seraient la conséquence inévitable, aient établi les échanges sur une base nouvelle et moins large.

Veut-on saisir sur le vif à quel point le monométallisme contribue à établir l'harmonie entre les peuples? L'Italie, on le sait, pour abolir le cours forcé, se propose de faire un emprunt de 650 millions de francs, dont 400 millions en or.

Dans un discours prononcé à ce sujet, au sein du Parlement italien, le 7 février dernier, un de ses membres les plus instruits et les plus éloquents, le professeur Luzzatti, a traité la question monétaire d'une façon plus scientifique qu'elle ne l'a jamais été, que je sache, dans aucune assemblée politique de notre continent. M. Luzzatti cite le passage suivant de la *Saturday Review* : « S'il est vrai que l'Italie veut faire son emprunt, principalement en or, ce dont nous voulons encore douter, il est certain que l'Angleterre, la France et l'Allemagne prendront toutes les mesures nécessaires pour protéger leurs réserves d'or. L'Italie sera obligée de payer l'or à un prix extravagant, et elle verra ses projets frustrés dès le début. »

Voici ce que répond M. Luzzatti, animé d'une patriotique indignation : « Celui qui écrit ces lignes n'est pas, messieurs, un scribe sans influence, c'est la *Saturday Review*, un des journaux les plus importants de l'Angleterre. Mais ce journal

se trompe doublement, d'abord quand il croit que nous ne ferons pas notre emprunt en or; en second lieu, quand il s' imagine que les obstacles nous arrêteront. Le peuple italien aura l'énergie de payer l'or ce qu'il coûte, et quand il l'aura, il prendra des mesures pour le garder. Quand il s'agit de répondre à des menaces de journaux étrangers autorisés, nous serons tous unis pour leur résister. » (*Applaudissements.*)

L'emprunt-or de l'Italie se fera, je crois, plus facilement que ne le suppose la *Saturday Review*. En tout cas, ce ne serait là qu'une crise passagère. J'ai voulu seulement montrer, par un exemple, que faire de l'or, qui se réduit et fuit, l'unique monnaie de l'Europe, c'est semer entre les peuples les germes des plus déplorables luttes économiques.

On voit déjà ce spectacle étonnant : les monométallistes anglais accabler de leurs menaces les Italiens qui veulent, comme l'Angleterre, faire pénétrer l'or dans leur circulation. Peut-on exiger une preuve plus palpable de la fausseté et de la malfaisance de la doctrine?

La Belgique a plus qu'un autre pays besoin des débouchés étrangers. Toute mesure qui a pour conséquence de pousser au système protecteur, si elle est fâcheuse pour les autres nations, est désastreuse pour nous!

La proscription de l'argent, au profit exclusif de l'or, conduit au protectionnisme. Donc ceux qui préconisent cette solution conspirent, sans doute sans le savoir, contre la prospérité de la Belgique, qui dépend évidemment de l'importance de ses exportations.

Quand « on se cogne pour la couverture » comme dit M. de Bismarck, ce ne sont pas les petits qui en ont la plus large part.

Quand on se bat à coups de tarifs, les grands États peuvent se suffire; les petits États, comme la Suisse et la Belgique, en sont les victimes.

II

L'étalon d'or et le Free-Trade.

(Lettre ouverte au *Cobden Club*.)

Convaincu qu'un grand intérêt de l'humanité est engagé dans la question monétaire, je m'adresse à mes collègues du *Cobden Club*, surtout à ceux qui font partie de l'administration actuelle et que j'ai l'honneur de connaître personnellement : à ce grand, éloquent et infatigable serviteur de la justice, qui a nom Gladstone, au duc d'Argyll, à sir Charles Dilke, à MM. Chamberlain, Fawcett, Grant Duff, Shaw-Lefevre. La bienveillance de l'accueil que j'ai toujours reçu d'eux me fait espérer qu'ils ne me refuseront pas un moment d'attention.

Je ne vous parlerai pas, éminents Collègues, des embarras et des maux que le désordre monétaire actuel cause à l'industrie et au commerce de l'Angleterre. Vous les connaissez mieux que moi. Les pétitions de vos chambres de commerce, de vos négociants, le mémorandum du département des finances de l'Inde vous les exposent assez clairement. Je vous parlerai d'un intérêt plus général et plus grand encore.

La devise du *Cobden Club* est : FREE TRADE PEACE AND GOOD WILL AMONG NATIONS. Je n'hésite pas à dire que votre politique monétaire met en péril ces trois grands intérêts de l'humanité : la paix, la liberté des échanges et la concorde entre les peuples.

Vous avez tous été élevés, comme moi, dans les principes économiques de l'école déductive. Les maîtres de notre science en Allemagne et en Italie, récemment M. P. Leroy-Beaulieu, en France, et, en Angleterre, parmi tant d'autres,

Cliffe Leslie et Ingram, sont venus montrer ce que ces formules abstraites et incomplètes renferment d'erreurs et causent parfois de maux. Dans aucune question, elles n'ont été plus malfaisantes que dans la question monétaire.

Elles y ont apporté la lutte au lieu de la paix, l'antagonisme au lieu de l'harmonie des intérêts.

La nature a doué deux métaux, l'or et l'argent, de toutes les qualités propres à en faire l'instrument des échanges. Dans tous nos traités d'économie politique, le chapitre de la Monnaie débute par cette démonstration. En raison de ce fait naturel, l'humanité a toujours employé l'or et l'argent sur le même pied.

L'école déductive — non Adam Smith — s'est insurgée contre la nature et contre l'histoire. Elle est venue dire : Il ne faut pour la circulation qu'un seul métal. Gardez l'or et proscrivez l'argent.

Tant que l'Angleterre a agi seule, cet attentat aux traditions historiques et aux conditions naturelles n'a produit que des perturbations passagères ; mais, dès qu'on a voulu généraliser le système, ses funestes effets se sont fait sentir sous la forme des maux économiques que nous avons sous les yeux. L'histoire et la nature ont vengé leurs droits méconnus.

Notre éminent collègue, M. Goschen, l'a dit : *Vouloir généraliser l'emploi exclusif de l'or est une utopie pernicieuse.*

Je vous le demande : un système monétaire, qui devrait être le privilège égoïste de l'Angleterre, peut-il être vrai et conforme aux lois naturelles ?

Croyez-vous que ce soit un élément de concorde entre les peuples que de dire : Le seul système monétaire rationnel, c'est l'étalon d'or ; mais tous les pays ne peuvent pas l'avoir. L'Angleterre le garde pour elle. Les autres se contenteront de l'argent ou de cette insanité qu'on appelle le bimétallisme.

Expulser l'argent et n'avoir que l'or seul comme monnaie, au moment où il se raréfie et où la circulation métallique se rétablit ici et augmente ailleurs, c'est agir dans le sens de la baisse des prix.

La baisse des prix, provenant non de l'abondance des produits, mais de la rareté du numéraire, c'est la crise lente, insidieuse, continue.

La baisse lente et continue, c'est le fermier qui ne peut payer son bail ;

C'est la réduction des fermages, et la terre retournant en friche, comme je l'ai vu en Angleterre ;

C'est le commerçant obligé de vendre moins cher qu'il n'a acheté ;

C'est l'industriel forcé de réaliser le produit fabriqué au-dessous du prix de la matière première ;

C'est la dépression ou la stagnation des affaires et, par conséquent, la baisse des salaires ;

C'est le numéraire s'accumulant, inerte, dans les banques, et, par suite, la baisse de l'intérêt ;

C'est enfin, au point de vue social, l'hostilité des classes : fermiers à moitié ruinés contre les propriétaires ; ouvriers moins rétribués contre les maîtres.

Voici maintenant comment la lutte pour l'or tue le *Free-Trade*.

Quand les prix baissent d'une façon continue et générale, l'agriculteur et l'industriel en accusent la concurrence étrangère, car l'influence mystérieuse de la contraction monétaire leur échappe. Cela s'est vu pendant la période de dépression 1815-1830, comme pendant la crise récente 1873-1879.

Le succès des États-Unis, qui, en élevant les droits de douane, s'est créé une balance favorable, payée en or, est un précédent mortel pour le *Free-Trade*, si la lutte pour l'or doit continuer. Il est certain que les pays qui verront leur or s'écouler voudront le retenir, en empêchant autant

que possible l'importation des marchandises étrangères, donc par la protection.

L'Allemagne a élevé les droits quand elle a vu son or, si chèrement acheté, retourner en Angleterre.

Si l'Italie s'aperçoit que les 400 millions qu'elle veut emprunter pour abolir le cours forcé partent pour Londres, elle fera de même. Le négociateur habituel des traités de commerce, M. Luzzatti, n'a pas hésité à le déclarer au Parlement italien, le 7 février dernier, en répondant aux menaces du *Saturday Review* qui avait dit : « L'Angleterre, la France et l'Allemagne se coaliseront pour défendre leur or, que l'Italie veut leur enlever. »

La Russie, pour arriver à relever le change du rouble et reconquérir une circulation métallique, en conservant les 125 millions d'or qu'elle produit, a déjà augmenté considérablement ses tarifs douaniers, et elle les exige en or.

L'Autriche a fait de même.

Enfin, en France, si la crise chronique devait s'aggraver par suite d'une crise aiguë, conséquence d'un drainage monétaire prolongé, soyez-en convaincus, les réclamations en faveur de droits plus protecteurs encore deviendraient irrésistibles.

Considérez un moment, très honorables Collègues, quelle est la situation des autres pays relativement à l'Angleterre. L'Angleterre est encore le centre commercial du monde. Par conséquent, c'est là qu'affluent les métaux précieux. Avec une hausse de l'escompte à 3 p. c., vous attirez en temps ordinaire ce qu'il vous faut d'or. Mais à Berlin, il a fallu 5 et 6 p. c. l'automne dernier. En Italie, combien faudra-t-il pour lutter contre la puissance d'attraction presque irrésistible de la Banque d'Angleterre ?

Alors se pose pour les peuples cette question, terrible dans ses conséquences : Pour conserver l'or dont nous avons besoin, que vaut-il mieux : la hausse de l'escompte ou la hausse des tarifs ?

La réponse ne saurait être un moment douteuse.

Les peuples répondront : Plutôt la hausse du tarif, qui frappe l'étranger, que la hausse de l'escompte, qui frappe les nationaux.

On lira les excellents travaux que le *Cobden Club* distribue par milliers. Mais la loi de Darwin l'emportera : Ce sera la lutte pour l'existence.

N'est-il donc pas vrai que l'étalon d'or tue le *Free-Trade*?

On a prétendu que le *Free-Trade*, appliqué à la monnaie, concluait à l'étalon simple. C'est une erreur complète. S'il avait quelque application en ceci, il conduirait au système chinois du lingot au poids, c'est-à-dire au troc. S'il y a « monnaie », c'est que la loi fixe la valeur du métal libératoire.

Ce qui importe en fait de monnaie, c'est la stabilité. Stanley Jevons a démontré mathématiquement, et M. Goschen a affirmé au Parlement, l'an dernier, qu'une monnaie-étalon, composée de deux métaux, était moins variable qu'un étalon formé d'un seul métal.

Quand les physiciens font un pendule compensé, avec des tiges de cuivre et d'acier accouplées, violent-ils ou appliquent-ils les lois naturelles?

Le propre d'un système faux, c'est que les résistances qu'il provoque et les perturbations qu'il produit sont d'autant plus graves qu'on l'applique d'une façon plus générale et plus persistante : c'est le cas pour l'étalon d'or exclusif.

Supposons que les États-Unis et la France, vaincus par vos résistances et imitant votre exemple, proscrivent l'argent et vendent sur le marché de Londres les milliards de ce métal qu'ils possèdent, outre toute la production annuelle. Le prix de l'argent tombera à la moitié, au tiers peut-être de sa valeur habituelle. Vous êtes mieux à même que moi d'apprécier les conséquences désastreuses de ce fait, qui deviendrait inévitable.

Je crois pouvoir affirmer que, dans la question monétaire comme dans la question agraire, l'autorité de la science, qui était jadis entièrement favorable au système exclusif de l'Angleterre, l'est aujourd'hui au système de la France, plus humain et plus conforme à la nature.

Encore un mot, dont vous comprendrez la gravité. L'Amérique envoie vers l'Europe des messagers de paix pour faire succéder l'union et l'harmonie à l'antagonisme. Si l'Europe n'accepte pas la main qui lui est tendue et si la lutte économique doit continuer, soyez-en sûrs, ce n'est pas l'Amérique qui succombera.

L'Europe a besoin des produits de l'Amérique, et l'Amérique peut se passer des produits de l'Europe.

Le prince de Bismarck l'a dit : « L'or est devenu une couverture trop étroite : chacun veut en avoir sa part et on se la dispute. C'est la lutte. »

Est-ce que ce *Struggle* ou plutôt ce *Scramble for gold*, que votre politique monétaire impose au monde, est la réalisation de notre devise : *Free-Trade, Peace and good Will among nations?*



III

L'intérêt du monde et l'intérêt de la Belgique.

M. le ministre des finances de France, parlant au Sénat, a caractérisé de la façon suivante l'attitude du gouvernement belge relativement à la conférence monétaire : « Le gouvernement belge, j'en conviens, conserve son opinion en faveur d'un seul métal ; mais l'opinion publique en Belgique se dessine dans un sens opposé, et M. de Laveleye, l'économiste si distingué, met au service de nos idées sa plume et sa parole, avec une connaissance approfondie du sujet et un talent reconnu par ses adversaires eux-mêmes. L'honorable M. Frère-Orban, chef du gouvernement belge, qui partage l'opinion de M. de Parieu, est un esprit politique trop supérieur pour ne pas se ranger à l'opinion générale, lorsqu'il verra les intérêts de son pays respectés par la conférence. »

M. Sabatier et ses adhérents veulent pousser le gouvernement belge dans une voie opposée à celle indiquée par M. Magnin. Ce qu'ils demandent, c'est que la Belgique, s'armant du traité qui interdit la frappe de l'argent jusqu'en 1886, fasse obstacle à la réalisation du but assigné à la conférence.

D'après *l'Écho du Parlement*, en combattant les conclusions de M. Sabatier, j'aurais émis l'hypothèse inadmissible que la France et la Belgique violeraient le traité de 1878 signé par ces deux Etats. Comme je l'écris à *l'Écho* lui-même, si j'avais hasardé de semblables suppositions, mes collègues de *l'Institut de droit international*, l'honorable M. Rolin-

Jaequemyns en tête, auraient demandé mon exclusion de cette compagnie qui a pour devise : *Respect du droit*.

J'ai supposé les deux cas que voici :

I. La France et les Etats-Unis, assurés d'un concours suffisant de la part de l'Angleterre et de l'Allemagne, proposent des mesures ayant pour but de relever la valeur de l'argent et notamment la seule efficace, la frappe libre. La Belgique doit-elle céder à l'intérêt général, comme aime à le croire M. Magnin?

II. La Belgique résistant obstinément, la France lui demande de rendre à chacun sa liberté d'action. Ici le refus devient presque impossible. Donc la Belgique consent. Dans ce cas, peut-elle profiter de sa liberté reconquise pour repousser le système monétaire français, devenu aussi celui des Etats-Unis, et adopter l'étalon d'or, en se procurant l'or nécessaire à Paris où l'on vendrait l'argent?

J'examinerai d'abord le premier cas. D'après moi, il est *à priori* impossible d'admettre que, si l'intérêt de tous les pays est de relever la valeur de l'argent, l'intérêt de la Belgique y soit opposé.

L'Écho du Parlement m'a dit : Que vous êtes naïf ! Vous ne voyez donc pas que tous ces Etats poursuivent un intérêt égoïste?

J'admets la vérité de l'observation, et je prouverai que *l'Echo* a plus raison encore qu'il ne se l'imagine.

Nul pays ne souffre plus du désordre monétaire actuel que l'Angleterre. Ce n'est pas moi qui l'affirme : ce sont les pétitions des chambres de commerce, le *Memorandum* du département des finances des Indes et des livres spéciaux remplis des chiffres les plus concluants.

D'après *l'Echo*, l'étalon d'or a procuré à l'Angleterre une félicité parfaite, tandis que le bimétallisme a infecté de « malaria » les malheureux qui l'ont adopté. Mais *l'Echo* n'a donc absolument rien lu à ce sujet ? Il ne sait pas qu'un livre

remarquable, qui a obtenu l'*Oxford Cobden prize*, a prouvé l'étendue de la crise et montré que la contraction monétaire en était la cause principale. *L'Echo* n'a pas ouvert le livre signalé cependant par M. P. Leroy-Beaulieu et portant ce titre sinistre : THE DEADLOCK, *la Stagnation absolue*.

L'Echo n'a pas entendu parler de la pétition de la chambre de commerce de Liverpool, dont l'un des considérants porte : *Que la détresse commerciale et manufacturière prolongée est grandement (largely) causée et intensifiée par le discrédit de l'argent en tant que monnaie*, ni cette autre pétition signée par 1,700 négociants et fabricants du Lancashire, où on lit : « Nous sommes très sérieusement affectés dans
« nos affaires par les variations du change avec les pays où
« l'argent est monnaie et nous verrions, avec la plus grande
« appréhension toute nouvelle démonétisation de l'argent,
« qui aurait pour effet de réduire en des limites dangereu-
« sement étroites les bases du crédit international. »

La preuve des maux causés à l'Angleterre par son étalon d'or exclusif, c'est que son commerce avec les pays-argent s'est réduit de 33 p. c., alors qu'il constitue les trois quarts de son commerce total et qu'en même temps les échanges avec les pays-or augmentaient.

Le trésor indien perd chaque année, en moyenne, 62 millions de francs, et il crie qu'il ne peut plus supporter ce déficit croissant sans marcher à la faillite. L'intérêt de l'Angleterre dans le relèvement de l'argent est si grand qu'il suffirait de prolonger le *statu quo* pour l'amener au bimétallisme.

L'intérêt de la France a été clairement indiqué par M. Magnin au Sénat. L'or s'écoule vers l'Amérique : il devient insuffisant. Afin de le retenir, il faudrait recourir à des hausses d'escompte désastreuses pour les affaires. M. de Parieu a reconnu lui-même que l'or était devenu trop rare.

L'intérêt de l'Allemagne est le même que celui de la

France. Mes adversaires m'ont dit : « L'Allemagne veut écouler dans l'Union latine son « rossignol » de vieux thalers. » Je suis gêné d'avoir à reproduire une semblable impu-
tation. Si l'Allemagne va à Paris, ce n'est pas, on peut en être certain, pour spéculer sur la bonne foi de la France et des États-Unis. La situation de l'Allemagne ressemble à celle de tous les autres États européens. L'encaisse-or de la Banque est insuffisant. Quand se présentent des paiements à faire à l'étranger, le marché monétaire est troublé et obligé de recourir à des hausses d'escompte brusques et violentes, comme au mois d'octobre dernier.

L'intérêt de l'Italie est vital. Dans son dernier rapport, le ministre des finances dit : « On peut espérer que la conférence de Paris amènera un accord qui rendra à l'argent sa valeur monétaire sur un marché international aussi large que possible. » L'Italie a besoin de se procurer 400 millions en or, et quand elle débutera dans la reprise des paiements en espèces avec ce fonds insuffisant, il faudra le conserver.

L'Autriche a l'étalon d'argent et elle désire imiter l'Italie. Le relèvement de l'argent lui rend, pour ainsi dire, du coup et sans frais, une circulation métallique.

La Russie a un intérêt semblable. L'attitude du journal *le Nord* dans la question est significative.

Quant à la Hollande, l'intérêt de ses colonies, où l'argent circule, est évident et, en outre, ses financiers-économistes sont théoriquement bimétallistes.

L'Espagne a adopté récemment le système monétaire de l'Union latine : elle doit donc désirer qu'il se consolide, sans exiger l'achat de beaucoup d'or.

Quant aux nouveaux États du Danube qui ont fait comme l'Espagne, leur intérêt est identique.

Voilà pour l'Europe. Passons les mers. Les États-Unis ont à prendre une résolution relativement au *Bland bill* qui sera, en tout cas, suspendu, et comme producteurs d'argent

ils doivent désirer que ce métal garde sa valeur ; mais, en présence du prodigieux développement de ce pays, cet intérêt est minime. Le seul qui soit réel et grand, parce qu'il est le même que celui de l'Europe, c'est d'avoir un instrument d'échange suffisant pour régler les balances commerciales qui vont grandissant et qui déjà sont colossales.

Toute l'Amérique du Sud et l'Asie ont l'étalon d'argent, donc intérêt considérable à en soutenir la valeur. Pour les Indes, c'est une question de vie ou de mort.

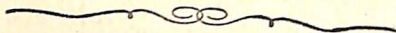
Le principe de la solidarité économique et commerciale, généralement admis, nous défend d'admettre un moment que ce qui est ainsi l'intérêt du monde entier puisse être contraire aux intérêts de la Belgique. Et quand cette chose inadmissible serait vraie, la Belgique pourrait-elle faire obstacle aux vœux de tous les autres États ? Ce rôle d'hostilité et d'obstruction doit-il être le sien ?

M. Sabatier a-t-il réfléchi à la lourde responsabilité qu'imposerait à notre gouvernement la politique qu'il conseille ?

Si la résistance de la Belgique devait contribuer à faire échouer la Conférence, voici les conséquences du maintien de l'état actuel. Le *Bland bill* serait suspendu, car les Américains ne peuvent continuer à frapper des dollars qui ne circulent pas. 10 millions de francs d'argent par mois et 120 millions par an reflueraient sur le marché de Londres, où les États-Unis vendraient aussi pour au moins 200 millions de leurs dollars sans emploi. Ce serait un désastre pour l'Inde et le commerce anglais. Ces 300 millions d'argent enlèveraient au marché européen une contre-valeur égale en or. Ajoutons les 400 millions de l'emprunt italien. Déjà maintenant il faudrait, comme le dit M. Magnin, recourir à une hausse de l'escompte. Quand cette lutte commencera, elle sera cruelle, car les banques de France et d'Allemagne n'ont déjà plus, en ce moment, la quantité d'or qu'il leur faudrait.

Si à la crise chronique devait s'ajouter une crise aiguë, le commerce et l'industrie de toute l'Europe s'en prendraient évidemment à ceux qui leur auraient infligé ces calamités.

Je ne crois pas que la Belgique puisse accepter ce rôle — dont nos industriels et nos commerçants seraient les premiers à souffrir.



IV

La guerre monétaire à la France et aux États-Unis.

La deuxième hypothèse que j'ai à examiner est celle-ci : En face de toute l'Europe, de l'Amérique et de l'Inde, la Belgique est complètement isolée ; elle n'a plus même — si je suis bien informé — l'appui de la Suisse ; elle ne peut donc pas, en invoquant le traité de 1878, faire « obstruction » aux vœux du monde entier. Elle réclame alors sa liberté d'action. Elle sort de l'Union latine, au moment où le 15 1/2, qui lui sert de base, est admis par les États-Unis et par d'autres peuples. A-t-elle intérêt à user de cette liberté pour passer au type or, en expulsant l'argent et en se procurant à Paris l'or nécessaire à cette réforme ?

L'idée seule m'en semblait si pleine d'impossibilités et de périls que j'osai à peine l'indiquer à l'Union syndicale. Si j'ai bien compris l'honorable M. Sabatier, il l'a repoussée avec une extrême vivacité.

Cependant *l'Écho du Parlement* semble la faire sienne dans son numéro du 10 avril. Il faut donc examiner les conséquences de cette politique.

Et tout d'abord vous n'auriez pas pour vous vos alliés les monométallistes français : — ni M. de Parieu, car vous détruiriez l'œuvre dont il est justement fier, l'Union latine ; ni M. Leroy-Beaulieu, car, tout en croyant que la France commet une faute, il n'approuverait pas que la Belgique tirât parti de cette faute, aux dépens de la France.

Vous seriez donc absolument sans alliés d'aucune espèce.

Vous seriez réduit à dire, comme dans la tragédie de Corneille :

... Moi !

Moi, dis-je, et c'est assez !...

ou bien à vous approprier cette devise espagnole : *Jo contra todos y todos contra jo*.

En Belgique nous recommencerions la campagne du monométallisme isolé, qui a si pitoyablement échoué en 1860, devant les réclamations du pays tout entier.

A cette époque, j'ai publié une brochure intitulée : *la Question de l'or*, où je défendais ce métal contre les partisans exclusifs de l'argent, qui aujourd'hui veulent le proscrire. Je pourrais la rééditer, car les mêmes difficultés se présenteraient.

La campagne monométallique serait entreprise aujourd'hui dans des conditions très différentes, et incomparablement plus défavorables. *L'Echo du Parlement* ne semble pas même s'en douter.

En 1850, on était dans une période d'augmentation des prix, conséquence de l'extrême abondance de l'or. Il semblait donc rationnel de s'opposer à cette hausse, en ne conservant qu'un seul métal. Telle était la base du mouvement entrepris par Michel Chevalier.

Aujourd'hui, nous sommes dans une période de baisse des prix, et vous voulez augmenter encore cette baisse en expulsant l'un des deux métaux, au moment où tous les hommes compétents affirment que l'or est insuffisant.

Vous aviez pour vous, il y a vingt ans, l'exemple de la Hollande, l'opinion de presque tous les économistes, le sentiment général en Europe et la croyance qu'il était facile de passer au monométallisme.

Aujourd'hui, vous avez contre vous l'opinion de la Hollande, celle de l'Europe, l'autorité de la science et surtout

l'expérience faite par l'Allemagne, laquelle prouve que votre système est une utopie irréalisable.

Il y a vingt ans, le drapeau du monométallisme flottait fièrement au vent. Aujourd'hui, on le met dans sa poche.

Et voyez quelles seraient les conséquences de votre politique. M. Magnin et M. de Parieu ont affirmé tous les deux que l'or est rare en France. C'est pour éviter une crise qu'on veut lui rendre son ancien « adjuvant », l'argent. Et vous, en expulsant l'argent et en cherchant de l'or à Paris, vous pousseriez à la crise, que tous les peuples ont intérêt à éviter. Comment la France et l'Europe jugeraient-elles ce procédé ?

Les négociants du Lancashire voient plus clair que vous en ceci. Voici ce qu'ils disent dans leur pétition au gouvernement anglais : « Nous regretterions toute attitude d'isolement ou d'hostilité relativement à l'œuvre de la conférence de Paris de la part de l'Angleterre, comme funeste à elle-même et au principe que les intérêts de tous les peuples qui commercent entre eux sont solidaires. Une semblable attitude exercerait nécessairement une influence défavorable sur les négociations des traités de commerce avec la France et avec les autres pays. » Est-ce que votre fanatisme dogmatique ne vous permet pas de voir ce péril, qui frappe les négociants anglais ?

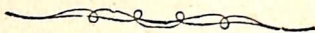
Maintenir la suspension de la frappe à Bruxelles, quand elle serait libre à Paris serait parfaitement inutile, car les écus français, mêlés aux nôtres, circuleraient chez nous comme aujourd'hui. Nous essayerions en vain d'expulser les écus français. S'infiltrant par la frontière et refusés par la Banque nationale et par l'État, ils mettraient ceux qui trafiquent avec la France et bientôt le commerce tout entier dans une situation intolérable, comme en 1855-1860. Le pays se soulèverait contre ces vexations dictées par des doctrines théoriques en contradiction avec la réalité.

Nous avons sous les yeux une expérience instructive et concluante. M. Pirmez nous a dotés d'un excellent billon, le nickel. Le bronze est lourd, salissant, incommode. Il n'est pas reçu dans les caisses publiques. Néanmoins, il forme la moitié de la circulation. Comment donc maintenir l'exclusion des écus français, qui constituent, en somme, notre monnaie nationale ?

Votre tentative de monométallisme isolé aboutirait donc à un échec comme celui de 1860. Et il nous vaudrait l'hostilité théorique de l'Europe et l'hostilité pratique de la France.

Je ne crois pas trop me hasarder en disant que *l'Écho* ne trouvera ni un ministère pour présenter sa réforme, ni surtout une majorité à la Chambre pour la voter.

Si telle est la politique monétaire que M. Pirmez compte défendre à la conférence de Paris, il me permettra de le lui dire très humblement, il ne représentera ni l'opinion de l'Europe, ni celle de son pays, mais uniquement la sienne propre. J'ai le regret de devoir ajouter que cette opinion, — tout individuelle, — n'est appuyée, — *l'Écho* ne le prouve que trop, — ni sur une étude suffisante des faits, ni sur une connaissance sérieuse des doctrines et des sources.



V

Le bimétallisme funeste au commerce. (Lettre au « Précurseur ».)

Liège, 10 avril 1881.

Je remercie M. Louis Strauss du compte rendu très exact et très bienveillant qu'il a bien voulu faire de ma conférence. Je demande la permission de répondre aux questions et aux observations qu'il m'adresse. Je puis rassurer votre collaborateur M. S. S. : aucune imputation blessante ne sortira de ma plume. Il s'agit d'un problème économique très complexe et d'un intérêt vital pour la Belgique et pour sa métropole commerciale, Anvers. Je discuterai ce problème avec la conviction que je défends la vérité et la bonne cause, mais en admettant que mes adversaires aient une conviction non moins arrêtée.

Un mot d'abord relativement aux autorités que j'invoque. M. S. S. et M. Strauss me disent : Vous ne citez que des monométallistes ; comment n'ont-ils pas changé d'avis ?

A qui dois-je donc emprunter mes chiffres ? A des bimétallistes ? Mais vous les contesteriez. Puis-je adopter un mode de discussion plus loyal ? Pour n'avoir que des données indiscutables, je les emprunte à mes adversaires : qu'exigez-vous de plus ? Mais ils ne sont pas convertis, dites-vous. Sans doute ; car s'ils l'étaient, il n'y aurait plus de discussion.

J'entre immédiatement dans le débat. La crise de 1873-1879 est-elle due à la tentative faite par l'Allemagne de passer à l'étalon d'or ? M. Louis Strauss et M. Sabatier le nient. Si je n'avais à leur opposer que mon affirmation, je ferais mieux de

me taire ; mais ce que je dis est non seulement affirmé, mais prouvé par des chiffres et d'immenses tableaux qu'a recueillis et publiés M. Robert Giffen, chef du Bureau royal de statistique. M. William Smith a écrit un livre spécial sur la question, intitulé : *The recent depression of Trade. La récente dépression du commerce.* 1880. Ce livre a reçu le *Cobden Club price*. Parmi les causes de la crise, la principale est, suivant M. W. Smith, la rareté de la monnaie, par suite de la proscription de l'argent.

Lord Beaconsfield a dit : « J'attribue les grandes perturbations monétaires, qui occasionnent actuellement un si grand dommage au commerce, au changement que certains gouvernements européens ont introduit dans leur système monétaire. »

Dès 1869 et surtout en 1873, l'*Economist* disait : « La quantité insuffisante de l'or amènera une baisse des prix et des salaires. A moins qu'on ne trouve bientôt de nouvelles mines d'or, le marché monétaire sera sérieusement troublé. »

En outre, M. Ernest Seyd — un bimétalliste, j'en préviens — a prouvé les souffrances cruelles occasionnées au commerce anglais par l'expulsion de l'argent. (Voyez *The decline of prosperity*.) Pendant que le bimétallisme régnait en Europe de 1850 à 1873, le commerce extérieur de l'Angleterre a augmenté de 300 p. c.; depuis que le bimétallisme est suspendu partout, par suite de la tentative d'établir l'étalon d'or en Allemagne, le commerce anglais a diminué de 24 p. c., et, ce qu'il y a de plus frappant, tandis que le commerce avec les pays-or augmentait encore de 9 p. c., celui avec les pays-argent diminuait de 33 p. c.

Les chambres de commerce, les fabricants et les négociants anglais doivent bien connaître la cause de leurs souffrances. La chambre de commerce de Liverpool, l'Anvers de l'Angleterre, le dit : « N° 4. — Le conseil de cette Chambre continue à penser que cette longue détresse du commerce et de l'in-

dustrie a été largement causée et intensifiée par le discrédit qui a frappé l'argent. » *The Council of this Chamber being still of opinion that the continued mercantile and manufacturing distress was largely caused and intensified by the discrediting of silver as money.*

Je le demande à M. Strauss lui-même et aux commerçants d'Anvers : Je trouve d'un côté des personnes qui nient tout simplement que la crise est due à l'exclusion de l'argent au profit de l'or, sans connaître ni discuter les chiffres de leurs adversaires, et, d'autre part, je trouve les hommes d'État anglais, les économistes, les chambres de commerce, la Banque d'Angleterre elle-même, les hommes théoriques et pratiques, disant le contraire, et ils m'apportent des preuves évidentes, des chiffres indéniables. Comment ne serais-je pas de l'avis de ceux-ci ?

Il en est de même de la question de savoir s'il y a assez d'or pour faire les affaires du monde sur cette base exclusive. M. Sabatier, *l'Echo du Parlement*, la Banque nationale, M. Berdolt et M. Louis Strauss répondent : Certainement, il y en a assez. Mais j'attends encore l'ombre d'une preuve.

D'autre part, l'opinion contraire est celle des autorités les plus compétentes. Le ministre des finances de France vient dire au Sénat : L'or nous manque. M. de Parieu, le Pirmez français, est forcé de l'avouer : L'or est trop rare en France. Et remarquez que nul pays n'en a autant.

Le ministre des finances d'Italie, dans son dernier rapport, dit : « On peut espérer que la conférence de Paris amènera un accord qui rendra à l'argent sa valeur monétaire sur un marché international aussi large que possible. »

M. de Bismarck nous dit : « L'or est devenu une couverture trop étroite. Chacun veut en avoir sa part et on se la dispute. »

Le premier financier de l'Angleterre, M. Goschen, exprime la même idée. Enfin, écoutez bien ceci, négociants d'Anvers,

qui faites tant d'affaires avec l'Amérique : La plus haute autorité financière de l'Angleterre, que nul ne récusera, écrit ceci : « *The question is being gradually narrowed to a monetary struggle between America and Europe* » (La question se réduit peu à peu à une lutte monétaire entre l'Amérique et l'Europe).

Est-ce une lutte pareille que le commerce anversois peut vouloir ?

Est-ce là une exagération, une vue de l'avenir un peu teintée en noir ? Nullement, c'est la réalité actuelle. Considérez les faits suivants pris au hasard dans la chronique financière d'un journal anglais d'il y a trois jours : « A New-York, vendredi dernier (1^{er} avril), l'escompte pour les prêts, *on miscellaneous securities*, était de 6 p. c. et 1.16 commission, soit en tout 28 p. c. par an. La probabilité est que, s'il n'arrive pas d'or d'Europe, une crise ne pourra être évitée au marché monétaire américain. »

L'or, on le sait, continue à partir de Liverpool et du Havre. La même chronique, parlant de la France, dit : « Rien de ce que peut faire la Banque n'arrêtera le drainage de l'or. Tout cela finira par un épuisement complet, et alors, que feront les États-Unis ? » *This must come to an end, some day, by a mere process of exhaustion, and then what is the United-States to do ?*

Vous le voyez, voilà la lutte pour l'or déjà engagée — et nous sommes au mois d'avril ; que sera-ce quand l'Italie aura enlevé 400 millions en métal-or et qu'à l'automne il faudra payer les grains ?

Ici, ce n'est pas moi qui parle, ce sont les faits. Dira-t-on que ces faits sont inexacts ou qu'ils ne prouvent rien ? Je puis vous assurer que ce n'est pas l'avis de la Banque d'Angleterre.

M. L. Strauss attaque « mes hérésies économiques » au nom de certaines formules abstraites et, d'après moi, mal com-

prises. J'essayerai de le montrer. Vous venez, dit-il, ressusciter à Anvers l'erreur condamnée des mercantilistes, prétendant que la richesse consiste dans les métaux précieux.

Je n'ai rien dit de semblable. Ma thèse est celle-ci : Un pays, étant données ses habitudes commerciales, a besoin d'une certaine quantité de numéraire, comme on a besoin d'une certaine quantité de wagons pour transporter les marchandises. Quelques pays, comme l'Angleterre et les États-Unis, ont besoin relativement de peu de wagons monétaires, parce que, grâce au crédit, ils les font circuler très vite. A d'autres pays, comme à la France, il faut plus de wagons monétaires parce qu'elle ne sait pas faire un aussi bon usage de ceux qu'elle possède. Mais, à un moment donné, une certaine quantité de monnaie est indispensable.

Vient-elle à diminuer, il en résulte nécessairement une crise ou une baisse des prix. La circulation souffre. Anéantissez la moitié des vaisseaux qui arrivent à Anvers, vous ne transporterez que la moitié des marchandises et vous aurez stagnation du commerce.

Cependant vous pourriez encore faire tous les transports si les marchandises étaient compressibles. C'est ce qui peut avoir lieu pour les prix : ils peuvent diminuer. Alors, avec moins de monnaie, vous ferez les mêmes échanges ; mais à une condition : c'est que les prix se réduisent à proportion.

Exemple : Avec 1,000 francs argent, je puis acheter 1,000 francs de marchandises. Vous me réduisez à 500 francs : Je ne pourrai acheter la même quantité de marchandises que si celles-ci tombent à 500 francs.

Donc, réduction de métal équivaut soit à une crise de stagnation d'échanges, soit à une baisse des prix.

Pour ces questions-là, les gens d'affaires voient plus clair que les économistes abstraits que m'oppose M. Strauss. Où est née l'idée mercantile ? Chez les commerçants. — *Mercanzia*, en italien, signifie « Commerce ».

Les commerçants voyaient que, quand l'argent était abondant, les affaires allaient bien et que, quand il fuyait, rien n'allait plus. Ils en ont conclu que l'argent était la principale richesse. C'était aller trop loin ; mais, quant au fait en lui-même, ils ne se trompaient pas. Ils le constataient tous les jours.

Je conclus : Raréfier la monnaie, c'est provoquer la crise. En expulsant, vous raréfiez la monnaie, donc, vous agissez dans le sens de la crise ou de la baisse, et la baisse générale, c'est encore la crise.

M. Strauss veut-il me permettre de lui prouver que les hommes d'affaires en savent plus long sur ce point que les prétendus savants ? Je n'irai pas loin pour en trouver un exemple. Je l'emprunte à la correspondance de Londres du *Précurseur* du 7 avril. Voici ce que j'y lis : « Revenons au terre à terre des affaires commerciales. Nous n'avons malheureusement qu'à constater leur accalmie complète. Avec l'argent aussi rare à Paris nous nageons ici dans l'abondance... De New-York, les nouvelles sont peu satisfaisantes. Les esprits sont inquiets. Le change ne s'élève pas et l'on continue à nous prendre, à Londres, le peu d'or qui nous arrive et même plus. La Banque a perdu, pendant la semaine, 361,000 liv. st. Le métal jaune devient de plus en plus recherché dans le vieux monde. »

Voilà, en quelques lignes, la confirmation et le résumé de tout ce que j'ai dit dans ma conférence. C'est la photographie exacte de la crise :

- 1° Le métal est rare, il s'en va ;
- 2° Atonie des affaires ;
- 3° Abondance d'or à la Banque ;
- 4° Rareté générale de l'or dans le vieux monde, non moins que dans le nouveau ;
- 5° Inquiétude des esprits, défiance de l'avenir.

Voilà toute la théorie des caractères insidieux et mysté-

rieux d'une crise monétaire : L'or s'en va, les prix baissent, les affaires souffrent et, par suite, l'or s'accumule dans les banques, qui répètent : Mais l'or ne manque pas ; alors que toutes les chroniques commerciales disent : L'or est rare ; il n'y en a pas assez. — M. Strauss prétendra-t-il que le correspondant du *Précurseur* est infecté, comme moi, de « l'hérésie mercantiliste » ?

N'est-il pas évident que pour régler nos affaires avec l'Amérique, il vaut mieux avoir le bimétallisme, qu'elle nous propose, que d'adopter le système anglais, qu'il faudrait imposer de force au pays, suivant M. Strauss ?

Je ne parviens pas à faire comprendre à *l'Écho du Parlement* — qui probablement n'a jamais envoyé à New-York un ballot de marchandise — la question de la balance et du change. Le traité de la conférence de Paris étant signé, il prétend que les Etats-Unis nous enverront de l'argent même si nous sommes débiteurs.

A Anvers, on me comprendra. Supposons qu'en Amérique, comme chez nous, le rapport de 1 à 15 1/2 soit établi, avec la frappe libre, et que la balance exige un envoi d'espèces en Amérique. Je dis que nous pourrions payer l'Amérique avec de l'argent. — Non, dit *l'Écho*, c'est l'Amérique qui vous en enverra. — Mais comment ? — Ce ne peut être par une opération d'arbitrage sur métal, car si on veut avoir 1 kilogramme d'or pour 15 1/2 kilogrammes d'argent, on peut l'obtenir à New-York, où c'est le rapport légal comme chez nous ; ce ne peut être pour régler la balance, puisque le change commercial est contre nous.

Voici le cas, il est facile d'arriver à l'éclaircir. Le change en faveur de New-York dépasse le *gold point* ; nous devons remise métallique, comme maintenant ; le rapport entre l'or et l'argent est à 15 1/2, ici comme à New-York. Je demande qu'un arbitragiste me dresse un compte fictif prouvant qu'il peut y avoir bénéfice à envoyer de l'argent à Bruxelles, au lieu de le monnayer aux Etats-Unis.

Mais vous ne produisez pas d'argent, dit *l'Echo* : comment pouvez-vous lui en expédier? — Nous ne produisons pas d'or, et cependant nous en envoyons aux Etats-Unis. Évidemment, quand tout notre argent aura servi à payer nos balances à l'Amérique, nous ne pourrons plus lui en expédier, mais il en serait de même pour l'or.

La probabilité est que la balance et, par suite, le change seront en général et en moyenne favorables à l'Amérique. Donc, ce ne seront pas les Américains qui nous inonderont de leur argent.

Remarquez d'ailleurs que les préférences accordées à l'un ou à l'autre métal datent de 1873 et disparaîtraient si l'argent revenait au pair. Pourquoi repousse-t-on l'argent? Parce qu'il perd sur sa valeur ancienne de 10 à 20 p. c. Supposez l'argent revenu à 60 pence, et un billet de banque garanti par de l'argent circulera aux États-Unis et partout, aussi facilement que s'il était garanti par de l'or.

Mais l'argent peut-il revenir au pair?

Voilà ce que j'examinerai maintenant.

Le prix de l'argent peut-il être ramené au pair et quels sont, pour le commerce, les inconvénients qui résultent des fluctuations actuelles dans le prix de l'argent, voilà ce qu'il s'agit d'examiner au point de vue pratique.

Je n'hésite pas à dire que la frappe libre de l'argent dans l'Union latine et aux États-Unis ramènerait nécessairement l'argent au pair.

Mais qu'est-ce que le pair de l'argent? Ce terme seul, dont tout le monde se sert, devrait avertir les monométallistes que l'argent, destiné à être monnaie, n'est pas une marchandise comme une autre. Y a-t-il un pair pour le riz et le café? Dit-on que l'hectolitre de blé à 18 francs est au-dessous du pair?

L'argent est au pair du 1 à 15 1/2, quand à Londres il est coté 60 7/8 l'once, ou quand il vaut à Paris 200 francs le kilogramme, à 9/10 de fin.

Ouvrez à l'argent les Hôtels de la Monnaie à Paris, à Berlin et à Washington, l'argent doit nécessairement, automatiquement, remonter au pair. Car pourquoi vendrait-on un kilogramme d'argent au-dessous de 200 francs, quand on peut obtenir ce prix en pièces courantes, francs, thalers, dollars, en faisant monnayer ce kilogramme à la monnaie. A l'appui de cette vérité, évidente de soi, j'ai d'abord l'autorité des faits, ensuite celle de M. Soetbeer.

1° Les faits : tant que la frappe a été libre, de 1803 à 1873, l'argent ne s'est détourné du pair que d'un écart représentant les frais de transport et de monnayage. (Ceci a été démontré, chiffres en mains, par un arbitragiste-économiste éminent, Ernest Seyd, *Der Hauptirrtum in der Goldwährung.*) En octobre 1872, l'argent était encore à 60 1/4. En décembre, il a fléchi à 69 3/4 p. c., en prévision de la réforme monétaire de l'Allemagne. Ainsi le bimétallisme de la France seule a maintenu l'argent au pair, pendant soixante-dix ans, comme l'a constaté le président de la conférence monétaire de 1878, M. Léon Say, sans trouver de contradicteur. A plus forte raison, cette nation le fera-t-elle quand elle sera appuyée par l'Amérique.

2° Soetbeer prétend que l'Union latine aurait pu, sans s'en apercevoir, absorber tout l'argent que rejetait l'Allemagne. Donc, si l'Allemagne ne vend plus d'argent et si les États-Unis soutiennent la France, elle pourra maintenir le pair de l'argent.

Le grand avantage de ce pair à peu près fixe, c'est qu'il donnait une base stable aux changes avec les pays à monnaie d'argent.

Le grand vice de l'étalon d'or, quand il ne s'appuie pas sur un rapport fixe entre l'or et l'argent, dans un grand pays voisin, ce sont les variations monétaires, qu'il faut ajouter aux variations commerciales.

Les administrateurs de notre Banque nationale, avec qui

j'ai discuté la question à Bruxelles, ne semblent pas même soupçonner ce point. Voici ce qu'en disent les représentants d'un pays essentiellement commercial, la Hollande. La commission monétaire néerlandaise de 1873 s'exprime ainsi : « Si l'argent cesse d'être un étalon monétaire dans les pays voisins, ou si ce métal n'est plus admis dans le monnayage, il ne subira pas seulement une dépréciation immédiate, mais il sera, dans la suite, soumis aux fluctuations les plus déordonnées parce que, dans ce cas, il deviendra article de commerce ; dans ces circonstances, la demande, comme l'offre sur les marchés peu fournis de l'Europe, sera exposée à de brusques changements, ce qui exposera le cours du change et le marché du crédit à des secousses continuelles. » Voilà le tableau que tracent les premiers financiers du pays le mieux au courant des affaires commerciales, du système que l'on vante au commerce anversois.

Un négociant de Manchester, M. Robert Barclay, dans un essai lu devant une société littéraire de Buenos-Ayres (*Essay on Bimetallism*), a fait voir par le détail les inconvénients de ce régime. — Ces variations du prix de l'argent, dit-il, sont incessantes et elles agissent sur les changes dans le monde entier. En 1876, le prix de l'argent tombe à 46 $\frac{3}{4}$ pence et la roupie suit à 1 sh. 6 $\frac{1}{2}$ p. En 1877, l'argent remonte à 58 $\frac{1}{2}$ p. et la roupie s'élève à 1 sh. 10 p., maintenant elle est cotée à 1 sh. 8 $\frac{1}{4}$ p. Ces variations sont produites par des circonstances insignifiantes, bien différentes des mouvements généraux du commerce, auxquels il faut bien se soumettre.

L'argent est envoyé à Londres, non pour être emmagasiné, mais pour être réalisé en monnaie, car à l'état de lingot le métal ne rapporte pas d'intérêt. S'il arrive plusieurs cargaisons d'argent, l'offre est en excès, et l'argent baisse jusqu'à ce qu'il trouve preneur. Quelque temps après arrive une demande pour l'Inde. Le marché est peu fourni ; le prix

monte de 1 ou 2 p. c. Ces petites transactions, qui ne comportent que des sommes peu importantes, affectent les changes-argent de tous les pays employant ce métal, c'est-à-dire des sommes colossales. N'est-ce pas là un mal intolérable ? Liverpool réclame : il faudra bien qu'on finisse par l'écouter. Quand le bimétallisme existait à Paris, cela n'était pas possible. L'argent ne pouvait pas baisser au-dessous du prix de la monnaie. Ces petits excédants de l'offre, qui ont maintenant de si vastes et de si fâcheuses conséquences, n'étaient pas possibles.

Voici, dit M. Barclay, comment nos commerçants souffrent encore quand ils vendent dans des pays-argent, s'ils sont payés en argent. Que vaut cet argent ? X, l'inconnu. Il faut donc se couvrir des variations du change. Comment ? En envoyant aux correspondants les recommandations suivantes : « Vendez à court terme, et s'il faut donner crédit, escomptez immédiatement effets et envoyez le produit, afin d'éviter les risques du change. » L'effet de ceci, ajoute M. Barclay, est de restreindre les facilités accordées à nos acheteurs exactement comme si, dans le commerce intérieur, on exigeait toujours paiement comptant.

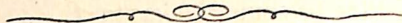
On voit maintenant pourquoi les chambres de commerce d'Angleterre envoient pétition sur pétition, au gouvernement, en faveur de la conférence de Paris. Il serait bien étonnant que le commerce d'Anvers eût un intérêt différent de celui du commerce d'Amsterdam ou de Liverpool,

Les Etats-Unis proposent à l'Europe d'adopter pour leur système monétaire une base commune ? Ne serait-ce pas là un admirable progrès, conforme à ces conventions internationales pour l'uniformité des tarifs, des postes, des télégrammes, des petits-paquets, etc., etc. ?

Serait-il prudent et sage de repousser la main que nous offrent les Américains ?

M'appuyant sur les affirmations du directeur de la Banque

impériale et du prince de Bismarck, j'ai dit que l'Allemagne avait perdu dans sa tentative monométallique plus de 100 millions de francs. — Non, dit M. L. Strauss, 25 millions de francs : M. L. Bamberger l'a dit. — Sans faire tort ni à M. Bamberger ni à M. L. Strauss, je crois que mes autorités valent peut-être les leurs. Mais si l'Allemagne n'a perdu que 25 millions, pourquoi s'est-elle arrêtée ? C'est donc alors que le système était nuisible au commerce et à l'industrie. C'est la seule explication possible. C'est évidemment un argument à l'appui de ma thèse que m'offre ici M. Bamberger.



VI

Une page d'autobiographie.

(Souvenir d'un Bimétalliste de la veille.)

Permettez-moi de rappeler ici quelques souvenirs personnels relatifs à la question monétaire. Ils me reportent aux bonnes années que j'ai passées à Gand. *L'Echo du Parlement* se moquera de moi ; mais je m'en consolerais si mes vieux amis gantois n'en font pas autant. La conclusion de ce petit récit trouvera aisément son application actuelle.

Après la découverte des *placers* de l'Australie et de la Californie, Michel Chevalier jeta un cri d'alarme. Le monde allait être inondé d'or. Les prix hausseraient de 50 p. c. La moitié des gens seraient ruinés. Ce devait être une perturbation générale.

Les hommes d'Etat les plus avisés se dirent : Nous nous préserverons bien de l'inondation. Démonétisons l'or, et proscrivons-le à la frontière. C'est ce que firent, vers 1850, la Hollande et la Belgique.

Avec son florin d'argent, la Hollande jouit des bienfaits d'un isolement complet. Malheureusement il n'en fut pas de même pour la Belgique. La France, qui n'avait pas pour conseillers des hommes d'Etat aussi prévoyants que les nôtres, resta embourbée dans « les marais pontins » du bimétallisme. Mal lui en prit : car elle fut complètement envahie par l'or. Bientôt, par un effet de capillarité, la Belgique le fut à son tour. La *malaria* fut contagieuse.

Nos ministres firent bravement leur devoir. Ils défendirent le territoire pas à pas. L'affreux métal jaune fut impitoya-

blement proscrit. Il ne fut plus reçu ni dans les caisses publiques, ni à la Banque nationale, ni aux guichets de la poste et des chemins de fer. Le commerce en gros et en détail refusait l'or, qu'il fallait vendre à perte.

Néanmoins, l'or français s'infiltra dans la circulation. Ceux qui vendaient à la France, surtout à la frontière, n'osaient refuser l'or, crainte de fâcher le client. Les boutiques furent bientôt obligées de céder à leur tour. Aux vitrines des magasins, on affichait comme appât : L'or est reçu sans perte.

Le commerce se résigna d'abord à supporter ces pertes, mais comme elles se renouvelaient à chaque traite qu'il fallait payer à la Banque nationale ou aux banquiers, les réclamations devinrent bientôt universelles et violentes.

Je fus à mon tour atteint par la question de l'or. J'habitais, l'été, la campagne à Gheluveld, sur la frontière de France, où l'on ne voyait que de l'or. Je recevais mes petites rentes en or, et, l'hiver, rentré à Gand, je ne l'écoulais qu'à perte. L'homme est encore très enfant. Rien ne l'irrite comme une perte, si petite qu'elle soit, mais répétée, chaque jour, sur des pièces de monnaie qu'il considère comme ayant leur pleine valeur. Je partageai donc l'agacement général, et je me mis à étudier la question de la monnaie.

Les monométallistes faisaient à la Chambre de très beaux discours pour démontrer que vingt francs en or n'étaient pas vingt francs. C'est une marchandise, disait M. Pirmez : Pourquoi voulez-vous que votre napoléon vaille nécessairement 20 francs ? Il vaut aujourd'hui 19 fr. 50 c. Hâtez-vous de le vendre, car bientôt il n'en vaudra plus que 15, 12, peut-être 10. C'était de la métaphysique économique et monétaire. Le public ne comprit pas.

Si M. Pirmez avait eu le courage de nous faire passer au thaler allemand ou au florin d'argent hollandais, il aurait peut-être réussi, et nous serions maintenant au régime du

métal blanc. Qu'en dirait-il, l'infidèle, qui aujourd'hui ne veut plus que le jaune? Le fait est que jamais on ne parvint à faire admettre aux Belges que vingt francs ne sont pas 20 francs.

Le résultat de mes travaux fut une petite brochure intitulée *la Question de l'or*. J'y apportais quelques arguments scientifiques à l'appui des pétitions qui bombardaient le ministère. Celle du *Cercle commercial de Gand*, préparée par une commission spéciale, contenait cette remarque très juste, que je recommande à l'attention de ceux qui veulent aujourd'hui, de nouveau, nous isoler de la France : « L'importance et la multiplicité de nos relations avec la France sont telles, Monsieur le Ministre, qu'il est impossible de songer à exclusion de la circulation, en Belgique, la monnaie française. Le Gouvernement des Pays-Bas n'y a jamais réussi, avant 1830, pour la monnaie d'argent ; le Gouvernement belge n'y réussirait pas mieux pour la monnaie d'or, la plus abondante aujourd'hui. »

J'essayai de combattre les craintes des adversaires de l'or. « L'invasion de l'or, disaient les *Documents officiels*, ferait courir au pays des dangers dont nul ne saurait calculer dès à présent l'étendue. » Je fis voir que cette abondance de l'or aurait pour effet inévitable de stimuler les affaires, de multiplier les échanges, de donner au commerce et à l'industrie une expansion inouïe, et, par suite, d'ouvrir à l'or nouveau des canaux nouveaux, qui en empêcheraient l'avilissement. C'était la théorie du fameux livre de Tooke : *History of Prices*.

Les monométallistes dirent aux commerçants et aux industriels, comme aujourd'hui : Vous êtes absolument ignorants en économie politique. — C'est possible, répondirent les auteurs des pétitions, mais quand nous apprendrions par cœur le livre de Michel Chevalier et les beaux rapports de M. Pirmez, nous n'en serions pas moins gênés dans nos

affaires. Rien n'est brutal comme un fait. Toutes les théories du monde ne peuvent le changer.

Dans ma petite brochure, je m'attachais à montrer que les négociants, en somme, voient plus clair en économie politique que les abstrauteurs de quintessence.

Les *Documents officiels* disaient : « Loin de jeter la moindre perturbation dans les relations commerciales, l'exportation du numéraire offre, au contraire, l'avantage réel de débarrasser le pays d'une quantité de métaux que leurs détenteurs reconnaissent superflus et improductifs. » Cette étonnante affirmation était opposée à l'expérience commerciale et à la théorie des crises. Mais on ne semblait en avoir aucune idée.

M. Michel Chevalier, plus logique que ses élèves d'aujourd'hui, disait : Quand on vante l'excellence d'un système, il faut admettre que tout le monde l'adoptera. — Dans ce cas, répondis-je, tous les pays adopteraient l'argent, et l'or californien n'aurait pas donné aux affaires cette impulsion extraordinaire qu'on voit en ce moment.

Je réclamaï aussi énergiquement en faveur du maintien du système monétaire français, au nom des droits acquis. Tous les contrats, disais-je, sont conclus sur cette base. Vous, législateur, vous n'avez pas le droit de modifier cette base sans une nécessité absolue.

En théorie, j'admettais que le double étalon et le simple étalon avaient tous les deux des inconvénients, à peu près équivalents, mais la nécessité et la justice nous commandaient, à mon avis, de rentrer dans l'union monétaire avec la France, qui s'imposait à nous.

Ma brochure fut lue et goûtée, parce qu'elle donnait l'appui d'une étude scientifique à un mécontentement et à des embarras très réels. Les commerçants se dirent : Un économiste qui veut s'éclairer en examinant de près la pratique des affaires peut parfois rendre des services. Si on envoyait

celui-ci à la Chambre? Je prononçai un grand discours à l'Association libérale sur la question de l'or, et je fus porté sur la liste pour les élections de 1861, comme candidat du commerce et de l'industrie de Gand.

L'honneur était grand; mais j'aurais sans doute très mal rempli ma mission. La majorité catholique m'évita cette redoutable épreuve.

Le ministère fut obligé de céder. La Belgique fut livrée en proie à l'or et à cette stupidité absolue, le bimétallisme. « Des dangers incalculables », il n'a plus été question.

Depuis lors, je n'ai cessé d'étudier la question monétaire, la plus complexe et l'une des plus importantes de la science que je cultive. Wolowski m'a guéri, en 1867, des quelques inclinations malsaines que je conservais pour le monométallisme, et Cernuschi m'a enfin pleinement initié aux splendeurs de la révélation monométallique. Aujourd'hui, je combats en apôtre de tous les côtés à la fois.

L'Echo du Parlement me croit absolument toqué, et moi je le considère comme parfaitement aveugle. L'événement décidera qui de nous deux a raison.

En attendant, je répéterai avec le *Cercle commercial de Gand*: Le Gouvernement hollandais n'a pu expulser l'argent français après 1815. Le Gouvernement belge n'a pu expulser l'or français après 1850. Messieurs les Ministres qui nous gouvernez aujourd'hui, nous vous en prions très humblement, ne recommencez pas la même expérience pour la troisième fois; car c'est toujours nous, les commerçants et les industriels, qui payons les frais de cette métaphysique transcendante.

